ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU LUNDI 21/07/2025

- 1 – Porter à la connaissance du Conseil municipal de l’avis de la Chambre régionale des Comptes pour le règlement par le Préfet de la Gironde du budget primitif 2025 qui n’a pas été adopté**
- 2 – Délibération du Conseil municipal qui se prononce sur le maintien ou non des adjoints dans leurs fonctions suite au retrait de leurs délégations**
- 3 – Délibération modificative afin de paiement des factures en cours**
- 4 – Délibération pour augmenter ou non le loyer de M. DUTEL**
- 5 – Délibération portant création au tableau des effectifs d’un poste d’adjoint administratif principal de 2^{ème} classe pour avancement de grade**
- 6 – Délibération pour la dissolution du syndicat intercommunal du collège de Branne**
- 7 – Délibération augmentation loyer POCLI**
- 8 – Délibération adhésion au PETR du Grand Libournais pour contrôle de la conformité et de suivi des travaux inhérents aux autorisations d’urbanisme par le PETR**

Affiché le 10/07/2025

1 –PORTER A LA CONNAISSANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE L’AVIS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES POUR LE REGLEMENT PAR LE PREFET DE LA GIRONDE DU BUDGET PRIMITIF 2025 QUI N’A PAS ETE ADOPTE

Monsieur le Maire informe les Conseillers municipaux qu’il y a lieu de porter à la connaissance de l’assemblée délibérante l’avis n° 2025-0072 rendu le 5 juin 2025 par la Chambre régionale des comptes Nouvelle Aquitaine en application des dispositions des articles L.232.1 et R. 232-1 du code des juridictions financières et de l’article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales

Il rappelle que cet avis a été transmis à chaque Conseillers municipaux par mail le 10/07/2025 et qu’il a été affiché le 17/06/2025.

3 - DELIBERATION MODIFICATIVE : reportée car certains élus veulent plus de détail sur les chiffres

7 – DELIBERATION AUGMENTATION LOYER POCLI : reportée car les frais pour entretien doivent être détaillés

<p style="text-align: center;">EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE D’ESPIET SEANCE DU 21/07/2025</p>

L’an deux mille vingt-cinq, 21 juillet le conseil municipal s’est réuni au lieu habituel de ses séances à 20 h sous la présidence de Monsieur Cazenave Didier Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de Conseillers présents : 8

Nombre de votants : 9

Pour le maintien : 6 M. LACOSSE, M. GENISSON, M. NUGUES, M. FOUCAUD, M. FORTAGE, M. ELIES

Contre le maintien : 3 M. DESPRIN, Mme MAQUET, M. CAZENAVE

Convocation du 10/07/2025

Secrétaire de séance : M. ELIES

Etaient présents : M. CAZENAVE, M. LACOSSE, M. ELIES, M. NUGUES, M. DESPRIN, M. GENISSON, Mme MAQUET, M. FOUCAUD

Etaient absents excusés : M. TRIJASSON, Mme GISSAT, M. FORTAGE qui donne pouvoir à M. LACOSSE,

DELIBERATION 42/2025 SUR LE MAINTIEN OU NON DE MONSIEUR ELIES 2^{ème} ADJOINT ET MAINTIEN OU NON DU NOMBRE DES ADJOINTS

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L.2122-7-2 et L. 2122-8

Vu la délibération du 25 mai 2020 élisant Monsieur ELIES, 2^{ème} adjoint,

Vu l’arrêté de délégation accordée à Monsieur ELIES le 02/06/2020

Vu l’arrêté n°8/2025 portant retrait de la délégation de fonction et de signature à Monsieur ELIES, 2^{ème} adjoint

Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien ou non de Monsieur ELIES en qualité d’adjoint, Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal décident à la majorité de maintenir le poste de 2^{ème} Adjoint à Monsieur ELIES.

Considérant que le Conseil municipal doit se prononcer pour le maintien ou non du nombre d’adjoints, et après en avoir délibéré décide à la majorité de conserver le nombre d’adjoints à 3.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE D'ESPIET
SEANCE DU 21/07/2025**

L'an deux mille vingt-cinq, 21 juillet le conseil municipal s'est réuni au lieu habituel de ses séances à 20 h sous la présidence de Monsieur Cazenave Didier Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de Conseillers présents : 8

Nombre de votants : 9

Pour le maintien : 6 M. LACOSSE, M. GENISSON, M. NUGUES, M. FOUCAUD, M. FORTAGE, M. ELIES

Contre le maintien : 3 M. DESPRIN, Mme MAQUET, M. CAZENAVE

Convocation du 10/07/2025

Secrétaire de séance : M. ELIES

Etaient présents : M. CAZENAVE, M. LACOSSE, M. ELIES, M. NUGUES, M. DESPRIN, M. GENISSON, Mme MAQUET, M. FOUCAUD

Etaient absents excusés : M. TRIJASSON, Mme GISSAT, M. FORTAGE qui donne pouvoir à M. LACOSSE,

DELIBERATION 43/2025 SUR LE MAINTIEN OU NON DE MONSIEUR LACOSSE 1ER ADJOINT ET MAINTIEN OU NON DU NOMBRE DES ADJOINTS

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-7-2 et L. 2122-8

Vu la délibération du 25 mai 2020 élisant Monsieur LACOSSE 1er adjoint,

Vu l'arrêté de délégation accordée à Monsieur LACOSSE le 02/06/2020

Vu l'arrêté n°7/2025 portant retrait de la délégation de fonction et de signature à Monsieur LACOSSE, 1er adjoint

Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien ou non de Monsieur LACOSSE en qualité de 1^{er} adjoint,

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal décident à la majorité de maintenir le poste de 1er Adjoint à Monsieur LACOSSE.

Considérant que le Conseil municipal doit se prononcer pour le maintien ou non du nombre d'adjoints, et après en avoir délibéré décide à la majorité de conserver le nombre d'adjoints à 3.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE D'ESPIET
SEANCE DU 21/07/2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un juillet le conseil municipal s'est réuni à 20 h sous la présidence de Monsieur Cazenave Didier Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de Conseillers présents : 8

Nombre de votants : 9

Convocation du 10/07/2025

Secrétaire de séance : M. Bruno ELIES

Etaient présents : M. CAZENAVE, LACOSSE, DESPRIN, ELIES, GENISSON, MAQUET, NUGUES, FOUCAUD,

Etaient absents excusés : M. FORTAGE qui donne pouvoir à M. LACOSSE, TRIJASSON, Mme GISSAT

**DELIBERATION N°44/2025 : AUGMENTATION DU LOYER DE MONSIEUR ET MADAME DUTEL SERGE
AU 01/01/2026**

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil municipal que le Trésorier a préconisé une augmentation du loyer de M. et Mme DUTEL

Monsieur le Maire rappelle que le loyer de M. et Mme DUTEL a été augmenté en 2024 de 729 € à 754, 51 €. Il propose une augmentation conformément à l'indice du 4^o trimestre de l'indice INSEE du coût de la construction pour l'année 2025 ou de ne pas augmenter le loyer pour 2025 mais pour 2026.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité :

- **De ne pas augmenter le loyer de M. et Mme DUTEL pour l'année 2025.**

- d'augmenter le loyer de M. et Mme DUTEL à compter du **01/01/2026** pour un montant de **768.21 €** conformément à l'indice du 4^{ème} trimestre de l'INSEE ;

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE D'ESPIET
SEANCE DU 21/07/2025**

Le 21 juillet 2025 à 20 H, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de M. CAZENAVE, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de Conseillers présents : 8

Nombre de votants : 9

Pour : 9

Contre: 0

Convocation du 10/07/2025

Secrétaire de séance : M. ELIES

Etaient présents : M. CAZENAVE, M. LACOSSE, M. ELIES, M. NUGUES, M. DESPRIN, M. GENISSON, Mme MAQUET, M. FOUCAUD

Etaient absents excusés : M. TRIJASSON, Mme GISSAT, M. FORTAGE qui donne pouvoir à M. LACOSSE,

**DÉLIBÉRATION 45/2025 PORTANT CRÉATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS
D'UN POSTE D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CLASSE
À TEMPS NON COMPLET**

Le Conseil Municipal,

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L. 313-1, L. 332-14

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 (*modifié*) portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjointes administratifs ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale (2) ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 **fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale (2) ;**

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Considérant que pour des besoins de continuité du service les collectivités peuvent néanmoins recruter, en application de l'article L.332-14 du code précité, des agents contractuels territoriaux pour occuper des emplois permanents des collectivités et établissements afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 313-4 du code général de la fonction publique

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent à temps non complet de secrétaire ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DÉCIDE

- la création au tableau des effectifs de la commune d'un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps non complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;
- ledit poste est créé pour une durée hebdomadaire de **32** heures à compter du **01/01/2025** ;
- Cet emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L.332-14 du code général de la fonction publique. Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L.332-14 du code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'ait pu aboutir. Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.
- l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune ;

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE D'ESPIET
LE 21 JUILLET 2025**

Le 21 juillet 2025 à 20 H, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de M. CAZENAVE, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de Conseillers présents : 8

Nombre de votants : 9

Pour : 9

Contre: 0

Convocation du 10/07/2025

Secrétaire de séance : M. ELIES

Etaient présents : M. CAZENAVE, M. LACOSSE, M. ELIES, M. NUGUES, M. DESPRIN, M. GENISSON, Mme MAQUET, M. FOUCAUD

Etaient absents excusés : M. TRIJASSON, Mme GISSAT, M. FORTAGE qui donne pouvoir à M. LACOSSE,

DELIBERATION N°46/2025 : DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU COLLEGE DE BRANNE

Le syndicat intercommunal à vocation unique de Branne a fait l'objet de diverses modifications depuis sa création.

Les statuts validés par arrêtés préfectoraux indiquent que le syndicat était compétent :

- En matière de ramassage scolaire, qui relève désormais de la Région ;
- sur le fonctionnement du collège, qui relève à présent du Département.

Le syndicat étant donc devenu sans objet, le conseil syndical a souhaité sa dissolution au 31 décembre 2024.

Conformément aux articles L.5211-25-1, L.5211-26 et L.5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la dissolution du syndicat intercommunal implique également l'accord unanime des 15 communes membres sur la répartition de l'actif et du passif par la prise de délibérations concordantes et le vote du dernier compte administratif par le comité syndical.

Il convient que les communes membres délibèrent sur le principe de dissolution mais également sur les modalités de répartition de l'actif et du passif de la structure telles que précisées dans la convention de répartition ci-jointe. Une fois les conditions requises par le CGCT réunies, un arrêté préfectoral validera la dissolution du syndicat.

Considérant les incidences de la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, le comité syndical du SIVU Collège de Branne va valider sa dissolution et les conditions de sa liquidation via la convention de dissolution jointe.

Il revient maintenant aux communes membres du syndicat d'approuver la dissolution du SIVU du collège de Branne et les conditions de sa liquidation selon cette même convention.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

1. Approuve la dissolution du SIVU Collège de Branne,
2. Approuve les conditions de sa dissolution citée dans la convention de dissolution jointe.

Convention de dissolution

Préambule

Composition du syndicat : Liste des communes membres (15 communes) :

BRANNE, CABARA, CAMIAC ET SAINT DENIS, DAIGNAC, DARDENAC, ESPIET, GREZILLAC, GUILLAC, LUGAIGNAC, MOULON, NAUJAN ET POSTIAC, SAINT AUBIN DE BRANNE, SAINT QUENTIN DE BARON, TIZAC DE CURTON, VIGNONET.

Compétences exercées : Transports.

Motivation de la dissolution : la compétence du Transport ayant été transférée à la Région, le Syndicat n'a plus lieu d'exister.

Article 1 : Objet De La Convention

La présente convention a pour objet d'organiser, entre les membres, les modalités de dissolution de l'entité.

La dissolution suppose la reprise du personnel et la répartition du patrimoine de l'entité entre ses membres.

Les ordonnancements utiles à l'apurement des comptes seront pris au moins un mois avant la fin de l'exercice courant. Les dépenses indispensables seront, autant que possible, mandatées et payées avant la fin de l'exercice.

Article 2 : Reprise Du Personnel

Le personnel de l'entité à dissoudre est réparti comme suit : il n'existe pas de personnel dédié pour l'entité, donc pas de répartition à prévoir.

Affectation d'origine	Matricule	Grade	Indice	Statut	Emploi	Nouvelle affectation	Date de transfert

Les agents mis à disposition par un membre de la structure dissoute, sont réintégrés de plein droit dans leur administration d'origine :

Affectation d'origine	Matricule	Grade	Indice	Statut	Emploi	Nouvelle affectation	Date de transfert

Article 3 : Conditions Financières De La Liquidation (Clé De Répartition)

Les postes de la balance de l'entité à dissoudre seront répartis selon la clé suivante (*préciser le ou les critères retenus : il s'agit de la moyenne des contributions des communes sur les trois dernières années*)

Membres (15 communes membres)	Valeur du critère de répartition (moyenne des contributions des communes des 3 dernières années)	Taux (arrondi à l'entier le plus proche)
BRANNE	1319	13
CABARA	524	5
CAMIAC ET SAINT DENIS	351	3
DAIGNAC	482	4
DARDENAC	95	1
ESPIET	760	7
GREZILLAC	701	8
GUILLAC	177	2
LUGAIGNAC	446	4
MOULON	1073	10
NAUJAN ET POSTIAC	621	6
SAINT AUBIN DE BRANNE	388	4
SAINT QUENTIN DE BARON	2738	24
TIZAC DE CURTON	381	4
VIGNONET	495	5
TOTAL	10551	100 %

(Annexe 1)

Article 4 : Transfert De L'actif Immobilise

Après avoir prévu les opérations de retour, cessions et réformes, les éléments de l'actif immobilisé restant sont attribués aux membres de l'entité à dissoudre, suivant le tableau de l'actif immobilisé. En vertu du principe de territorialité, les actifs immobiliers du syndicat seront affectés à la commune où se situent les parcelles.

L'ordinateur et le logiciel dont la valeur comptable est nulle seront attribués à la commune de Branne.

(Annexe 2)

Article 5 : Transfert D'emprunt

Les emprunts sont attribués aux membres de l'entité à dissoudre suivant le tableau des emprunts. L'entité ne dispose pas d'emprunt, il n'y a pas de transfert à opérer.

(Annexe 3)

Article 6 : Transfert Des Subventions D'investissements

Les subventions sont attribuées aux membres de l'entité à dissoudre suivant le tableau des subventions. Il n'y a pas lieu de répartir les subventions, lesquelles sont absentes du bilan.

(Annexe 4)

Article 7 : Les Restes À Recouvrer Et Restes À Payer

Il n'y a pas lieu de répartir les restes à recouvrer et les restes à payer, lesquels sont désormais réglés.

(Annexe 5, 6)

Article 8 : Répartition De La Trésorerie

Le solde de la trésorerie, arrêté à la fin de l'exercice courant, sera réparti entre les membres suivant le tableau de répartition.

(Annexe 7)

Article 9 : Autres Postes De Bilan

Les postes de bilan, présents dans la balance, qui n'ont pas fait l'objet de disposition particulière, seront partagés dans le tableau de transfert.

(Annexe 7)

Article 10 : Répartition Du Résultat

Le résultat de l'exercice courant est réparti, entre les membres, suivant la clé de répartition précisée dans l'article 3.

Article 11 : Reprise Des Contrats Et Conventions En Cours

À défaut de résiliation, les contrats, en cours à la date d'effet de la dissolution, seront transférés aux membres sur la base du tableau de transfert des contrats en cours.

Les parts sociales sont à diriger vers l'entité qui reprendra le collège.

Article 12 : Versement Des Archives

Les archives sont versées au service d'archivage de Branne.

Les archives doivent être conservées selon les règles de conservation fixées par le code du patrimoine et le code général des collectivités territoriales.

Les archives relatives aux biens transférés seront transmises au bénéficiaire.

Article 13 : Contentieux

Tout différend, survenant lors de l'exécution de la présente, fera l'objet d'une tentative préalable de résolution amiable.

À défaut de résolution amiable, tout litige relatif à l'exécution de la présente sera porté devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

Annexes

1. Balance des comptes (celle qui a servi à l'élaboration de la présente)
2. Tableau de répartition de l'actif (état de l'actif Hélios retraité)
3. Tableau de répartition de la dette (situation de la dette Hélios retraitée)
4. Tableau de répartition des subventions d'investissements reçues
5. État des restes à recouvrer (état des restes à recouvrer Hélios)
6. État des restes à payer (état de développement des soldes Hélios)
7. Tableau de transfert des postes de bilan (balance Hélios retraitée)
8. Tableau de transfert des contrats en cours

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE D'ESPIET
SEANCE DU 21/07/2025**

Le 21 juillet 2025 à 20 H, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de M. CAZENAVE, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de Conseillers présents : 8

Nombre de votants : 9

Pour : 6

Abstentions : 3 M. LACOSSE, M. FOUCAUD et M. FORTAGE

Convocation du 10/07/2025

Secrétaire de séance : M. ELIES

Etaient présents : M. CAZENAVE, M. LACOSSE, M. ELIES, M. NUGUES, M. DESPRIN, M. GENISSON, Mme MAQUET, M. FOUCAUD

Etaient absents excusés : M. TRIJASSON, Mme GISSAT, M. FORTAGE qui donne pouvoir à M. LACOSSE,

DELIBERATION 47/2025 : Autorisation au Maire de signer la convention relative aux Modalités d'exercice pour la réalisation d'opérations de contrôle de la conformité et de suivi des travaux inhérents aux autorisations d'urbanisme par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais

Vu l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005, relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, ratifiée par l'article 6 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006, portant engagement national pour le logement ;

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 ;

Vu l'article 134 de la loi ALUR (Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 ;

Vu les articles L 112-8 et suivants du code des relations du public avec les administrations, relatifs à la saisine par voie électronique ;

Vu l'article L 423-3 du code de l'urbanisme tel qu'issu de la loi ELAN, relatif à la dématérialisation de l'instruction des autorisations d'urbanisme ;

Vu le Code de l'Urbanisme, avec notamment les articles L. 480-1 à L 480-5 et L 610-1 à L 610-3 inhérents aux modalités de constat des infractions au code de l'urbanisme et les articles R 462-1 et suivants qui se rapportent à l'achèvement et au récolement des travaux de construction ou d'aménagement ;

Vu la convention conclue entre la Commune et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais (PETR) pour l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme ;

Considérant la sollicitation de plusieurs communes, le PETR propose un service mutualisé de contrôle des travaux, afin, en premier lieu, de garantir le bon respect des autorisations d'urbanisme délivrées et ceci, conformément aux articles L. 480-1 à L. 480-5 et L 160-1 à L 160-3 du Code de l'urbanisme mais aussi de réaliser un suivi en cours chantier à la demande de la commune. En conséquence, le Conseil municipal décide de confier le contrôle des conformités des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais (PETR).

Monsieur le Maire donne lecture de la convention fixant les modalités d'exercice pour la réalisation d'opérations de contrôle et de suivi des travaux inhérents aux autorisations d'urbanisme par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal décident à la majorité d'adhérer à ladite convention et autorisent le Maire à signer tous documents relatifs à cette convention.

Modalités d'exercice pour la réalisation d'opérations de contrôle de la conformité et de suivi des travaux inhérents aux autorisations d'urbanisme par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais

Vu l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005, relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, ratifiée par l'article 6 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006, portant engagement national pour le logement ;

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 ;

Vu l'article 134 de la loi ALUR (Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 ;

Vu les articles L 112-8 et suivants du code des relations du public avec les administrations, relatifs à la saisine par voie électronique ;

Vu l'article L 423-3 du code de l'urbanisme tel qu'issu de la loi ELAN, relatif à la dématérialisation de l'instruction des autorisations d'urbanisme ;

Vu le Code de l'Urbanisme, avec notamment les articles L. 480-1 à L 480-5 et L 610-1 à L 610-3 inhérents aux modalités de constat des infractions au code de l'urbanisme et les articles R 462-1 et suivants qui se rapportent à l'achèvement et au récolement des travaux de construction ou d'aménagement ;

Vu la convention conclue entre la Commune et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais (PETR) pour l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21/07/2025 ;

Préambule

En réponse à la sollicitation de plusieurs communes, le PETR propose un service mutualisé de contrôle des travaux, afin, en premier lieu, de garantir le bon respect des autorisations d'urbanisme délivrées et ceci, conformément aux articles L. 480-1 à L 480-5 et L 160-1 à L 160-3 du Code de l'urbanisme mais aussi de réaliser un suivi en cours chantier à la demande de la commune. En conséquence, le conseil municipal décide de confier le contrôle des conformités des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais (PETR).

La présente convention définit les modalités de travail en commun :

ENTRE

Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais, représenté par son Président, Jacques BREILLAT ;

et la commune d'Espiet représentée par son maire, Didier CAZENAVE ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exercice, par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais (dénommé ci-après PETR), les différentes prestations de contrôle des travaux, ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme, proposées pour le compte de la commune d'Espiet.

Article 2 – Champ d'application

Le PETR procèdera au contrôle des travaux dans le cadre d'une autorisation délivrée soit après dépôt de la DAACT, soit en cours de chantier sur demande de la commune.

Les interventions du PETR sur les visites de conformité s'opèreront uniquement sur saisine expresse de la Commune et en fonction des capacités du service ADS du PETR à répondre à la demande

Article 3 – Responsabilités du maire

Pour la réalisation de contrôle des travaux relevant de sa compétence et entrant dans le cadre de la présente convention de mise à disposition, la commune assure les tâches suivantes :

a) Déclenchement de la mission :

- La commune formalise par courrier électronique à la cheffe du service ADS sa demande d'intervention au PETR.
- La demande devra être formalisée dans le mois qui suit le dépôt de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux.
- La Commune doit transmettre l'éventuelle Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) et/ou la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) et le dossier d'autorisation d'urbanisme en version numérique (arrêté, formulaire Cerfa, pièces et plans, avis des services extérieurs,...), sauf si le PETR a déjà les pièces à sa disposition en tant que service instructeur des actes d'urbanisme (dans ce cas, le numéro de dossier suffit);

b) Phase de contrôle de la conformité :

- Notification au pétitionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par publication sur le guichet unique (si le demandeur a un compte et l'accepte) de courriers, proposés par le PETR (incomplétude de la DAACT, convocation du demandeur, ...).
- Lors de la visite de contrôle, le Maire, un de ses adjoints bénéficiant de la délégation des pouvoirs de police ou un policier municipal commissionné et assermenté pour les conformités, devra être présent.

c) Notification de la décision et suite :

- Notification au pétitionnaire du certificat de non contestation de la conformité des travaux achevés ou des courriers de mise en demeure avant la fin du délai de récolement, au vu de la proposition transmise par le PETR, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou de manière dématérialisée via le guichet unique ou mail, si le demandeur accepte ce mode d'échange (la notification peut se faire par courrier simple lorsqu'il s'agit d'une non contestation en l'état) ; simultanément, le maire téléverse sur le logiciel Cart@DS une copie du courrier, renseigne les informations demandées dans l'onglet «suivi de chantier/Conformité » et en informe le PETR par un mail automatique ;
- La bonne transmission au bénéficiaire du certificat de non contestation de la conformité des travaux achevés ou des courriers de mise en demeure reste de la responsabilité de la Commune.

Il est rappelé que selon l'article L.480-1 du Code de l'urbanisme, le Maire est tenu de faire dresser procès-verbal lorsqu'il a eu connaissance d'une infraction. Il appartient donc au Maire de donner les suites qui s'imposent à toute éventuelle infraction qui serait relevée dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention. Sur sollicitation de la Commune, le PETR pourra assister cette dernière dans la rédaction d'un procès-verbal d'infraction. Des projets de courriers de procès-verbaux pourront dès lors être transmis par le PETR à la Commune qui demeurera toutefois responsable de la version finale de ces documents et de leurs utilisations ou transmissions ultérieures.

Toute procédure juridique engagée par la Commune à partir d'un projet de courrier ou de documents mentionnés aux paragraphes précédents ne pourra en aucun cas engager la responsabilité du PETR.

Dans l'hypothèse d'une constatation d'infraction entraînant des procédures contentieuses, celles-ci seront entièrement prises en charge, tant juridiquement que financièrement, par la Commune.

Article 4 – Responsabilités du Pôle Territorial du Grand Libournais

Dans le prolongement de sa mission d'instruction, le PETR propose la réalisation de contrôles de travaux.

Ainsi le PETR assure les tâches suivantes :

- Vérification de la complétude de la DAACT.

- Il appartient au PETR de transmettre par courrier électronique au titulaire de l'autorisation d'urbanisme (ou par courrier postal en cas d'impossibilité d'accès au numérique), une demande-type d'autorisation à pénétrer sur sa propriété, pour procéder au contrôle de l'achèvement et de la conformité des travaux. Il appartient, ensuite, au titulaire du permis ou de la décision de non-opposition à déclaration préalable de retourner au PETR ladite autorisation de pénétrer sur sa propriété datée et signée dans un délai raisonnable.
 - Le PETR se charge de convoquer le demandeur, et éventuellement les services consultés lors de l'instruction de l'autorisation.
- Sauf dans le cas où elle informerait la Commune qu'elle n'est pas en capacité de répondre à sa demande en application de l'Article 2 de la présente convention ou de l'impossibilité d'obtenir une autorisation de pénétrer sur le terrain d'assiette de l'opération concernée, le PETR s'engage à réaliser le contrôle sur site dans un délai de deux mois à compter de sa saisine et de la réception de tous les éléments nécessaires aux vérifications sollicitées.
- Le PETR transmettra dans un délai de 8 jours à compter du contrôle sur site le compte rendu de visite décrit par la présente convention.
- Il appartient au PETR, pour chaque récolement réalisé dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, de transmettre à la Commune le projet de courrier de non contestation de la DAACT ou, dans le cas où les travaux sont non conformes, de mise en demeure de se conformer à l'autorisation délivrée ou de régulariser.

Article 5 – Modalités des échanges entre le PETR et la commune

Les transmissions et échanges par voie dématérialisée (Cart@DS, PLAT'AU, portail des services) seront privilégiés entre la commune et le PETR.

Les informations concernant les dossiers seront transmises à la mairie sur l'adresse électronique indiquée dans la convention ADS.

Article 6 – Dispositions financières

La facturation s'effectuera tous les ans en janvier de l'année n+1. Le PETR transmettra à la Commune un décompte annuel précisant le détail des prestations réalisées avec le coût mis à sa charge et qui en résulte.

La Commune disposera d'un délai d'un mois à réception du document pour contester tout ou partie du décompte des prestations.

Il est rappelé que les interventions du PETR sur les visites de conformités s'opéneraient uniquement sur saisine expresse de la Commune et en fonction des capacités du service à répondre à la demande.

Article 7 – Tarification des prestations

Le PETR du Grand Libournais fixe un montant par acte.

Type d'actes	Total TTC
Conformité suite DP /PCMI	90€
Conformité PC autres/ PA	180€
Visite en cours de chantier DP/PCMI	90€
Visite en cours de chantier PC autres/PA	180€
Aide à la rédaction PV	65€

Cette tarification assure également la couverture des frais liés au logiciel : hébergement des données et maintenance du logiciel.

Dans le cas où le projet nécessite une deuxième visite de conformité un abattement de 25% sera appliqué sur la seconde visite.

Le montant pourra être révisés annuellement, au moment du vote du budget, par le Comité Syndical. Cette révision est décidée sur la base d'un état récapitulatif des activités du service.

Concernant les envois par lettre recommandée avec accusé de réception, obligatoires dans le cadre de la mission, réalisés par le PETR, **il sera appliqué la somme des frais réels occasionnés par ces envois (coûts postaux et de fourniture).**

Article 8 – Durée et Résiliation

Dès lors qu'ils n'en affectent pas les principes, les textes législatifs et réglementaires postérieurs à la date de signature de la présente convention s'appliquent de plein droit sans qu'il soit nécessaire de prévoir la signature d'un avenant.

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Sans avis contraire de l'une ou l'autre des parties, minimum 6 mois avant chaque échéance triennale, la convention est reconduite tacitement.

En cas de manquement aux obligations contractuelles, le Maire peut dénoncer, à tout moment, la présente convention, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve d'un préavis de 3 mois.

En cas de manquement de la commune aux obligations financières, le Président du PETR peut dénoncer, à tout moment, la présente convention, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve d'un préavis de 1 mois.

Article 9 – Prise d'effet

La présente convention prendra effet à compter du 01/02/2024.

Fait à Espiet

Le 11/08/2025

Monsieur Jacques BREILLAT, Président
Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais